

payé pour la maison et le lot il y a 34 ans. Les impôts s'élèvent cette année à 34 p. 100 du montant que j'ai payé la maison et le lot. J'ai appris que pour construire une maison semblable de nos jours, il faudrait payer 1,500 p. 100 de plus que ce que j'ai payé il y a 34 ans et le lot coûterait 1,800 p. 100 de plus qu'il y a 34 ans. Lorsque je parle de 1,800 p. 100 pour le lot, vous pouvez m'en croire, je suis raisonnable, parce que les derniers petits lots dans le quartier se sont vendus \$13,000 et il s'agissait de lots de 50 pieds de façade, alors que le mien en a 125. Donc, en parlant d'une augmentation de 1,800 p. 100, je suis bien raisonnable.

**M. McCleave:** Conservateur.

**M. Winch:** Oui, avec un «c» minuscule. Je le sais, on aurait raison de me dire: «Mais, monsieur Winch, tenez-vous compte de la hausse des revenus de vos mandants sur cette période de 34 ans?» Oui. Si nous prenons le cas des ouvriers qualifiés à Vancouver-Est, électriciens, menuisiers, briqueteurs, plâtriers et bûcherons, que constatons-nous? Que la hausse du revenu ou du tarif horaire de l'ouvrier qualifié à Vancouver-Est, en 34 ans, varie de 500 à 600 p. 100. Ainsi, le revenu des habitants de Vancouver et de Vancouver-Est a augmenté de 500 à 600 p. 100, tandis que le coût des lots ou des maisons a augmenté de trois ou quatre fois plus. Comment ces gens peuvent-ils s'acheter une vieille maison au prix moyen de \$23,000, ou une nouvelle au prix moyen de \$28,000, alors que le taux d'intérêt ne plafonnera plus dans cinq ans et que l'hypothèque sera amortie en quarante ans?

Pour les raisons que j'ai essayé d'expliquer, des mesures radicales s'imposent afin de fournir des logis aux Canadiens. Vous ne réussirez pas à trouver des maisons et des appartements pour le citoyen moyen s'il doit en assumer les frais, car il n'en a pas les moyens. Pour l'amour de Dieu, faites-vous entrer ça dans la caboche. Ces gens ne peuvent acheter des maisons mais ils doivent quitter leurs taudis. Ils doivent pouvoir payer un loyer. A Vancouver, aujourd'hui, les loyers représentent jusqu'à 50 p. 100 du revenu total du travailleur. Le gouvernement doit donc voir immédiatement à augmenter le nombre des habitations à loyer modeste, des projets de rénovation et de réaménagement urbains. C'est là le seul moyen. N'allez pas dire que nous avons besoin de la collaboration des provinces. Elle serait utile, c'est vrai; mais n'oubliez pas que certaines provinces tentent déjà de nous aider. Le gouvernement de Colombie-Britannique n'est pas parmi ceux que j'approuve, mais, du moins, il octroie des subventions

[M. Winch.]

pour le paiement des impôts jusqu'à concurrence de \$150 et en versant \$500 à ceux qui veulent acheter une maison sans attendre. Ce n'est pas la solution définitive, mais à l'échelon provincial c'est un pas dans la bonne voie. La municipalité ne peut réussir seule dans ce domaine; la province non plus. La direction et l'initiative doivent venir au Parlement fédéral, car la politique à établir et les mesures financières à prendre de ce côté doivent venir du cabinet. Aucun simple député ne peut présenter de bill de nature à répondre aux besoins du logement de nos jours.

• (6.10 p.m.)

Sur ce, j'espère de tout cœur que les députés ministériels vont finir par se rendre compte de la gravité de la situation et comprendre que les palliatifs et les considérations générales n'ont plus leur raison d'être. J'espère que le ministre va s'empresse d'aller plus loin qu'il ne l'a fait jusqu'ici et plus loin que ne le permet sa mesure législative.

Il est facile de critiquer et de pester contre les autres. J'ajoute, en terminant, que le problème est d'une telle importance et exige à tel point une solution immédiate que ce serait magnifique si le ministre, le parti libéral, le chef du parti conservateur et tous les autres députés voulaient bien oublier leurs raisons de convenance politique pour s'en occuper. Il faut oublier que les autres ont tort et que nous avons raison. Voyons s'il y a moyen de reconnaître, d'un commun accord, les difficultés de l'administration et du financement, en tant que parlementaires plutôt que comme hommes politiques, et d'en arriver à des solutions satisfaisantes.

**L'hon. W. G. Dinsdale (Brandon-Souris):** Monsieur l'Orateur, par suite d'une situation imprévue, c'est à moi qu'échoit l'honneur discutabile d'être le dernier orateur du débat ce soir. Je voulais bien y prendre part, mais je comptais que le député de Trinity (M. Hellyer) prendrait la parole avant la fin. Je lui céderais volontiers ma place pour pouvoir l'entendre traiter de la question. Personne ici à la Chambre, je pense, n'est mieux renseigné sur l'important sujet du logement que le député de Trinity qui, des mois durant, s'est consacré presque entièrement à ce problème. Il semble néanmoins qu'il n'ait pas l'intention de prendre part au débat maintenant.

Malgré cela, et bien qu'il soit six heures passées, j'aimerais dire quelques mots. Je souligne encore une fois que je tiens à parler très brièvement au nom d'un autre groupe de Canadiens qui n'a pas été représenté au cours du débat. Autant que je sache—j'ai d'ailleurs lu le hansard et écouté le débat—le problème